Document generated on 06/06/2025 7:27 p.m.

L'Inconvénient

Le spectre politique
Neuf thèses sur la gauche et la droite

Alain Deneault

Number 65, Summer 2016

La gauche et la droite

URI: https://id.erudit.org/iderudit/83551ac

See table of contents

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)
2369-2359 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Deneault, A. (2016). Le spectre politique : neuf thèses sur la gauche et la droite. *L'Inconvénient*, (65), 27–30.

Tous droits réservés © L'inconvénient, 2016

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LE SPECTRE POLITIQUE

Neuf thèses sur la gauche et la droite

Alain Deneault

§ 1

On a longtemps vu, en Europe, communistes, socialistes ou sociaux-démocrates se dire *de gauche, mais*… De gauche, mais pas stalinien. Mais pas pour la bureaucratisation des institutions sociales. Pas pour les nationalisations à outrance non plus. Pas pour des impôts trop élevés sur le revenu des entreprises, qu'il fallait « stimuler ». Pas davantage pour la réduction obligée du temps de travail hebdomadaire. Pas plus pour l'accueil de ceux qu'on a eu tôt fait d'assimiler à des « classes dangereuses » et autres « éléments étrangers »… On mesurait alors l'engagement politique des uns et des autres à l'aune de l'écart entre d'incantatoires « valeurs de gauche » et les programmes politiques prétendant les incarner. N'est pas André Gide qui veut : à force de se déclarer *de gauche, mais*... on a fini par évider les premières de leur contenu au profit de mesures conjoncturelles qui les contredisent. Tellement que ces programmes politiques dits de gauche – mais en tous points conformes aux thèses libérales, voire ultralibérales auxquelles ils déclarent s'opposer – ont fini par corrompre jusqu'à la définition desdites « valeurs ». Qui, un jour, n'a pas entendu en France Laurent Fabius, « socialiste » d'appareil s'il en est, se réclamer des valeurs « éternelles » de la gauche en débitant le chapelet de la liberté, de l'égalité, de la fraternité et de la laïcité, donc en omettant complètement ce qui est pourtant au cœur des thèses transversales du socialisme : l'élaboration concertée de *contraintes publiques* envers les privilégiés, au regard d'une volonté collective ? Qui ne se rappelle pas avoir ouï Michel Rocard, porte-étendard d'une « nouvelle gauche » du même genre, en appeler à la fin de l'« idéologie », et ce, au profit d'alliances avec des courants défendant les vastes pouvoirs organisationnels privés ? Il fallait dès lors se contenter d'outiller le petit peuple face aux logiques concurrentielles (du travail, des entreprises entre elles, des États entre eux…), plutôt que de chercher à dépasser ce stade historique. De démarcation en décalage, de décalage en retraite, de retraite en capitulation, la « gauche » a pu se laisser représenter régressivement en France par nul autre que le futur directeur du Fonds monétaire international, par un médecin spécialisé dans la filière lucrative des implants capillaires et ancien lobbyiste devenu ministre du Budget fraudant lui-même en Suisse sa propre administration, quand il ne s'est pas agi d'un parvenu déboulant tout droit de la banque Rothschild. Tous se disaient *de gauche, mais*… et ont fait un temps brillamment carrière.

§ 2

En Amérique, c'est l'inverse : on se dit tout naturellement libéral, *mais de gauche*. L'axe politique gauche-droite est tellement décalé du côté des logiques individualistes ou communautaires, qui ont seules droit de cité, qu'être modérément « libéral » est le plus loin qu'on semble capable d'aller. Aux États-Unis, on porte alors telle quelle l'étiquette *liberal*. Dans ce contexte, les libéraux, mais de gauche, ne font pas du devenir des institutions une priorité. Les politiques économiques, le culte de l'argent, le mythe de la réussite individuelle, la culture exaltée de la consommation ne posent pas nécessairement problème. Elles sont le papier peint de la vie politique sur le fond duquel on réclamera de nouveaux droits

LIBRAIRIE

PANTOUTE

Librairie indépendante agréée

Saint-Roch
286, rue Saint-Joseph Est
Québec, Québec G1K 3A9
Tél. : 418 692-1175

Vieux-Québec
1100, rue Saint-Jean
Québec, Québec G1R 1S5
Tél. : 418 694-9748

www.librairiepantoute.com

en fonction de différentes catégories d'acteurs et d'actrices. La vie politique se présente à elles et eux comme le fruit d'interactions entre individus qu'ordonne une culture de privilèges planant au-dessus des têtes. Cette dernière fera essentiellement l'objet de la critique. On se souciera des institutions politiques et sociales en tant qu'elles intègrent, ou non, les individus selon les critères intersectionnels d'âge, de couleur, de nationalité, de sexe ou d'orientation sexuelle. Tout au plus militera-t-on socialement pour l'égalité des chances, laissant indemne la structure du régime. On ne pourfendra pas l'institution publicitaire, mais on souhaitera que les types minoritaires y apparaissent pleinement et dignement. Peu nous chaut que l'université fonctionne telle une usine à saucisses, tant que les professeur.es et doctorant.es profitent de programmes garantissant la reconnaissance de leurs caractéristiques croisées. Être libéral, mais de gauche, c'est alors pratiquer un militantisme de l'exemple : conduire une voiture, mais petite ; acheter du café, mais équitable ; consommer, mais des produits biologiques seulement ; appliquer les théories du management, mais en *Chief Happiness Officer* ; vendre des marchandises, mais qui sont réputées nobles ; prendre l'avion, mais compenser avec des crédits de carbone ; voter pour des partis capitalistes, mais *libéraux*. Le slogan : « Si seulement tout le monde faisait comme moi… » De la politique, on prend *son* parti. Il apparaît sous le jour de l'éthique personnelle. La vérité de l'individu, dégageant son moi de toutes les médiations sociales qui l'étouffent, apparaît comme une victoire sur l'histoire. Dans un tel monde, il est impérieux de se constituer un moi fort et de combler l'absence de justice sociale par la référence à des communautés fondées sur un dénominateur sociologique : le « genre », la couleur, la religion, l'orientation sexuelle… C'est à partir de ces critères croisés que le moi tissera sa singularité dans un maillage unique. Poindra enfin ce qui fait l'ipséité de sa personne, et donc son sens. Les pages personnalisées des médias sociaux, véritables agences de presse du moi, colporteront la bonne nouvelle.

§ 3

Les plus durs tendront sans ambages vers une forme revendiquée d'anarchisme. En fait, la brutalité du capitalisme les y a souvent poussés sans ménagement. Il s'agit alors de rompre symboliquement avec le devenir social institué au nom de la civilisation, de l'argent, de la race, du sexe fort et de poncifs idéologiques, pour proclamer une indépendance de clan sur un mode plébéien. Si ce n'est de force, on comprend dans la grisaille d'un régime d'extrême centre – intolérant à tout ce qu'il érige comme « normalité » autoproclamée – que ce soit de gré. En clair, les radicaux se disent contre l'armée, contre les médias, contre la culture patriarcale bourgeoise et son droit sclérosé, contre l'université et tout programme éducatif, contre les partis politiques et le système électoral, contre le capitalisme et les entreprises. La communion de la pensée politique véhiculée dans des gestes concrets les intéresse au demeurant. Ils boivent des bières le soir dans un repaire bien à eux et célèbrent en bande leur victoire sur l'illusion que

cultivent encore les nigauds qui les entourent. Dans ce lieu, ils ont recouvré leur subjectivité vraie. S'impose alors, parfois dans des moments de grâce qui appellent poèmes et romans, la nécessité renouvelée d'institutionnaliser in situ le lien social, à cette échelle. À ces remarquables élans de solidarité n'échappent toutefois pas les dérives autoritaires, voire fascisantes, en puissance dans toute organisation politique. Rejouant la scène du contrat social, si ce n'est celle du Léviathan, ils évitent rarement de passer par la réinvention du bouton à quatre trous. Cet art de déjouer les injonctions idéologiques ne saurait passer pour une victoire sur l'agencement formel du lien social, impérieux.

§ 4

La subjectivité collective se fait tant attendre qu'on s'est satisfait de la voir se présenter dans le flou numérique des « 99 % ». C'est a contrario que se définira le mouvement Occupy, en pourfendant la « cupidité » dont fait montre la classe sociale jadis triomphaliste du « 1 % ». Il s'agit toutefois d'une fragile synthèse du mouvement politique *libéral, mais de gauche* : les tensions internes y sont nombreuses. Les mouvements traditionnels d'émancipation sont eux-mêmes le théâtre de formes de discrimination consommées que les approches intersectionnelles mettent au jour, quand ils n'y vont pas d'inexorables guerres de chapelle et d'inimitiés personnelles entre chefs. Peu de concepts politiques ou d'objets de coalition arrivent à dissimuler ce délitement des forces. Les partis politiques marginaux qui se réclament nommément de l'étiquette *de gauche* présentent, dans ce contexte, un catalogue de revendications résumant les positions de petits groupes de pression atomisés et de profils singuliers agrégés. Beaucoup de ces revendications se recoupent, féministes, étudiants, Amérindiens, contribuables de la classe moyenne, malades atteints du sida, villageois des régions éloignées pouvant certes faire valoir ensemble leurs conceptions sans heurts, quoiqu'on arrive mal à en faire une synthèse vigoureuse. Il n'en ressort aucun discours structurant en vue d'institutions qui tonifieraient cette collectivité ni d'images qui la traduiraient fièrement. Les propositions idéologiques tendant à nous faire passer plutôt pour des individus constitués de particularités croisées pèseront dans notre histoire tel un centre de gravité bas. Dans le discours libéral, mais de gauche, peu d'acteurs présentent l'individualisme comme une construction collective paradoxale, comme une œuvre idéologique visant imperceptiblement à faire de tous des égos sauvant leur moi en alimentant tendancieusement le syndrome de la petite différence.

§ 5

Dans une telle conjoncture historique, l'axe politique gauche-droite porte essentiellement sur une qualification du libéralisme. On sera désormais, de la gauche à la droite du spectre, libertaire, *liberal*, libéral, ultralibéral ou libertarien. Les premiers verront en la liberté la chance de s'émanciper des structures publiques héritées de l'histoire patriarcale bourgeoise occidentalo-centrée ; les deuxièmes aussi, mais d'une manière permettant une plus grande intégration aux institutions sociales existantes. Les troisièmes cultiveront une philosophie explicite des vertus de la liberté dans un souci d'idéalité qui fait l'impasse sur les enjeux de l'époque ; la liberté passera alors pour un gage présupposé de mieux-être dans une dialectique contre toute forme d'institutionnalisation et de médiatisation contraignante des volontés individuelles légitimes. Les ultralibéraux, pour leur part, ne rechigneront pas à admettre que la liberté concourt inévitablement au développement de formes de domination structurelles des uns sur les autres, qu'on associe à un fait de nécessité. Ils seront friands de métaphores naturalistes et feront du darwinisme vulgaire une de leurs références théoriques de prédilection. Les libertariens seront pour leur part ouvertement en guerre contre toute structure sociale. Comme le veut le régime au nom duquel se déploie cet éventail de considérations sur la *liberté*, il y en aura pour tous les goûts.

§ 6

Or une figure inattendue apparaît dans ce paysage : les acteurs politiques se disant *de droite, mais*… Ils sont légion. Plus du tout fiers, ils prennent la mesure des conséquences souvent désastreuses du régime hégémonique qu'ils ont longtemps porté. Les choses vont trop loin, ne sont pas suffisamment encadrées, se produisent sur un mode irréfléchi… Ce n'est pas le régime lui-même qu'ils condamnent, mais les excès de ceux qui n'ont fait face, grâce à lui, à aucun encadrement. Se demander s'il ne s'agit pas de dérives propres à ses prémisses restera une question occultée. C'est Joseph Stiglitz, le plus connu, qui se prend à dénoncer le « capitalisme imbécile », après avoir connu les arcanes de la Banque mondiale. Il reproche aux États d'avoir laissé le grand capital élaborer seul les structures économiques mondiales. C'est Marc Roche, correspondant financier du *Monde* à Londres, qui se dit un « libéral qui doute » après avoir suivi les tribulations de la banque Goldman Sachs, constamment en conflit d'intérêts du fait d'avoir placé nombre d'anciens associés aux postes-clés des appareils d'État. Il est effaré de voir comment les paradis fiscaux autorisent des pratiques qui seraient sévèrement sanctionnées dans un État de droit même placide. C'est Warren Buffett, le multimilliardaire, qui se formalise de voir sa secrétaire payer un pourcentage d'impôts plus élevé sur son revenu que le sien. C'est Larry Fink, le *primus inter pares* des grands rentiers actionnariaux, qui semonce ses semblables tellement il les voit, avides de dividendes, dépecer morceau par morceau les grandes entreprises qui les génèrent. C'est George Soros qui se demande pourquoi diantre le régime financier contemporain le laisse spéculer allègrement sur les différentes monnaies mondiales au point qu'il peut, du poids de ses seuls milliards de dollars, faire s'écrouler toute une économie nationale. C'est la famille Rockefeller qui se retire pour des raisons écologiques de tout projet pétrolier. C'est François Dupuy, enseignant dans des écoles de commerce, qui dénonce la paresse intellectuelle dont font preuve, avec leurs notions fétiches, les pseudo-théoriciens du mana-

gement. C'est Christine Lagarde, présidente du Fonds monétaire international et grande bourgeoise de son état, qui tance les gouvernements occidentaux votant année après année de violents et stériles budgets d'austérité au détriment de leurs populations. Tous se présentent comme *de droite, mais*… Un minimum de conscience politique et d'honnêteté intellectuelle les amène à constater l'échec redoutable d'un régime politique dont le principe matriciel de *croissance* ne lui fait connaître par définition aucune limite.

§ 7

Il devient difficile, pour nous, postmodernes, d'oser affirmer des critères référentiels pour dire la gauche et la droite. Suivons Gérard Filoche, membre radical du Bureau national du Parti socialiste en France, pugnace, suffisamment courageux pour s'ériger en opposition au gouvernement issu des mêmes rangs que lui… Le premier ministre de la France, Manuel Valls, quoique « socialiste », a choisi, sous l'autorité du président de la République française, de mener une politique calquée sans nuance sur les demandes patronales. Est-il dès lors un acteur politique de droite ? Indépendamment de tout effort conceptuel, Filoche répond qu'on est de gauche lorsqu'on en a « l'étiquette ». L'appartenance à la gauche est strictement « déclarative ». Est donc de gauche qui veut. Redoutant l'ère fratricide des excommunications réciproques, on créera alors à l'intérieur de cette grande famille conventionnelle dite « de gauche » un nouvel axe gauche-droite, et Filoche dira donc de Valls qu'il est à « l'extrême droite de la gauche », « au bord », plus à droite sans doute que le plus à gauche de la famille nominale de « la droite ». Il s'en est expliqué dans un débat organisé par la chaîne France 24 le 27 août 2014, alors qu'il incarnait l'opposition à un projet de loi du gouvernement socialiste sur un vaste programme de soutien au patronat, devant un chef d'entreprise qui, lui, était pour. Et on s'étonne que les citoyens ne s'y retrouvent pas.

§ 8

L'extrême droite survient comme une aubaine rhétorique auprès de ceux qui sont las de cette complexité. La pulsion de mort est son programme et l'éradication de toute différence sa solution. Il s'agit moins pour elle d'œuvrer à l'édification de quelque peuple que de procéder à l'enfermement de celui-ci dans une représentation sclérosée qui lui est tendue tel un miroir. C'est qu'il lui faudrait tenir cette image difforme et simpliste pour son essence, et se représenter tout ce qui la contredit comme une adversité à chasser du paysage public. On se berce du fantasme qu'une fois débarrassé du Juif, de l'Arabe, du Noir, du gai ou de quelque autre figure ne correspondant pas à l'idée qu'on se fait du sujet unifié, par exemple l'élite corrompue, le peuple – assimilé une fois pour toutes à son concept – goûtera dans un lourd sommeil au réconfort de n'avoir fait qu'un avec lui-même pour l'éternité.

§ 9

La « gauche » d'appareil n'a pas intérêt à revenir à des définitions rigoureuses, car s'il s'agissait de le faire, seul un groupuscule s'y retrouverait. Qu'importe. Risquons-en une : être de gauche consiste à œuvrer à l'élaboration de médiations sociales et de représentations instituées visant à ce que l'activité sociale réponde comme telle de ses besoins et aspirations. Il s'agit d'un effort conceptuel inouï par lequel le tiers état, le peuple, les citoyens, non sans risque de violence et d'abus, travaillent à la définition de constructions publiques et de fictions sociales vouées à médiatiser leur réalité informe. Relisons des auteurs aussi différents que Pierre Rosanvallon ou Jacques Rancière : le peuple comme tel ne se laisse pas dire une fois pour toutes dans son ontologie, il reste tel quel indicible. Il faut passer socialement par une mise en scène opératoire pour qu'il se reconnaisse à sa propre conscience. À gauche, cette image performative traduira au mieux des intérêts qui concernent la communauté en tant que sujet collectif : mettre en rapport des forces et des besoins, des désirs et des projets, des soins et des souffrances. À droite, on jouera de cette nécessaire fausse conscience pour traduire en termes d'intérêt commun des représentations d'ensemble qui, en réalité, favorisent structurellement un petit nombre de possédants, une classe d'ayants droit. On dira qu'il est dans l'intérêt général qu'on aide le petit peuple à se donner une formation pour qu'il puisse trouver un emploi auprès du détenteur de capitaux, qui peut, lui, en « créer ». La « nation » pourra aussi servir de voile à des normes sociologiques abusives. Dès lors, les intérêts d'une minorité puissante prévaudront contre ceux d'une majorité. Des logiques de classe coordonneront fatalement, s'ils doivent advenir, les mouvements d'émancipation. Et si d'aventure un gouvernement votait règles et normes pour adoucir ce rapport de force déséquilibré, cela pourrait nous amener à l'associer à la droite modérée, mais pas encore à la gauche. La gauche, elle, cherche à s'affranchir des formes instituées, aussi intéressées que perverses, et s'emploie à penser un cadre dans lequel le sujet Société échange avec lui-même, pour penser l'ordre des contraintes qu'il entend s'administrer sur le plan de sa diversité, des formes de liberté s'ensuivant. ■